

« L'ART DE LA GUERRE »

Amazonie, les incendiaires crient au feu

par Manlio Dinucci

Alliés d'hier, ennemis d'aujourd'hui : ce sont les pays qui ont investi au Brésil et poussé son industrie à exploiter ses richesses sans garde-fous qui dénoncent désormais les ravages de ce modèle économique.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 3 SEPTEMBRE 2019

ITALIANO PORTUGUÊS ENGLISH ROMÂNĂ



À la tête du lobby « ruraliste », c'est-à-dire des entreprises de l'agro-business, Tereza Cristina Corrêa da Costa Dias a joué un grand rôle dans l'élection du président Jair Bolsonaro qui en a fait sa ministre de l'Agriculture.

Devant la propagation des incendies en Amazonie, le Sommet du G7 a changé son agenda pour « affronter l'urgence ».

Les sept —France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon, Canada et États-Unis— ont joué, avec l'Union européenne, le rôle de pompiers planétaires. Le président Macron, en uniforme de pompier-en-chef, a lancé l'alarme : « notre maison est en flammes ». Le président Trump a promis le plus grand engagement états-unien dans le travail d'extinction.

Les projecteurs médiatiques se concentrent sur les incendies au Brésil, laissant dans l'ombre tout le reste. Avant tout le fait que la destruction ne touche pas seulement la forêt amazonienne (aux deux tiers brésilienne), réduite en 2010-2015 de presque 10 000 km² par an, mais aussi les forêts tropicales d'Afrique équatoriale et d'Asie sud-orientale. Les forêts tropicales ont perdu, en moyenne chaque année, une superficie équivalente à celle totalisant Piémont, Lombardie et Vénétie. Bien qu'avec des conditions différentes d'une zone à l'autre, la cause fondamentale est la même : l'exploitation intensive et destructive des ressources naturelles pour obtenir le plus grand profit.

En Amazonie on abat les arbres pour en tirer du bois précieux destiné à l'exportation. Ces terrains très fragiles, une fois dégradés, sont abandonnés et ainsi de nouvelles zones se déforêtent. La même méthode destructive est adoptée, provoquant de graves dommages environnementaux, pour exploiter les gisements amazoniens d'or, de diamant, de bauxite, de zinc, de manganèse, de fer, de pétrole et de carbone. La construction d'immenses bassins hydroélectriques, destinés à fournir de l'énergie pour les activités industrielles, contribue aussi à la destruction de la forêt amazonienne.

L'exploitation intensive et destructrice de l'Amazonie est pratiquée par des compagnies brésiliennes, fondamentalement contrôlées à travers des participations actionnariales, des mécanismes financiers et des réseaux commerciaux— par les plus grands groupes multinationaux et financiers du G7 et d'autres pays.

Par exemple JBS, qui possède au Brésil 35 sites de production de viandes où sont abattus 80 000 bovins par jour, a d'importants sièges aux USA, au Canada et en Australie, et est largement contrôlé via des quotas de dette par les groupes financiers créditeurs : JP Morgan (USA), Barclays (GB) et les groupes financiers de Volkswagen et Daimler (Allemagne). Marfrig, au deuxième rang après JBS, appartient à 93 % à des investisseurs états-uniens, français, italiens et d'autres européens et nord-américains.

La Norvège, qui aujourd'hui menace le Brésil de rétorsions économiques pour la destruction de l'Amazonie, provoque en Amazonie de graves dégâts environnementaux et sanitaires avec son propre groupe multinational Hydro (pour moitié de propriété publique) qui exploite les gisements de bauxite pour la production d'aluminium, si bien qu'il a été

placé sous enquête au Brésil.

Les gouvernements du G7 et d'autres, qui aujourd'hui critiquent formellement le président brésilien Jair Bolsonaro pour se refaire une conscience face à la réaction de l'opinion publique, sont les mêmes qui en ont favorisé l'ascension au pouvoir pour que leurs multi-nationales et leurs groupes financiers aient les mains encore plus libres dans l'exploitation de l'Amazonie.

Les communautés indigènes, dont les territoires concentrent les activités illégales de déforestation, sont principalement attaquées. Sous les yeux de Tereza Cristina, ministre de l'agriculture de Bolsonaro, dont la famille de latifondiaires a une longue histoire d'occupation frauduleuse et violente des terres des communautés indigènes.

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

Source : « Amazonie, les incendiaires crient au feu », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), *Réseau Voltaire*, 3 septembre 2019, www.voltairenet.org/article207514.html